



HAL
open science

La crise somalienne : cinquante années d'indépendance et vingt années de crise

François Guiziou

► **To cite this version:**

François Guiziou. La crise somalienne : cinquante années d'indépendance et vingt années de crise. *Annuaire français de relations internationales*, 2010. hal-03919856

HAL Id: hal-03919856

<https://hal.science/hal-03919856v1>

Submitted on 3 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA CRISE SOMALIENNE

CINQUANTE ANNEES D'INDEPENDANCE ET VINGT ANNEES DE CRISE

PAR

François GUIZIOU

Depuis la poussée de la piraterie somalie dans l'océan Indien et le spectre islamiste des Tribunaux islamiques puis d'al-Shabaab, la Somalie a retrouvé un funeste intérêt médiatique et ne semble pas émerger du chaos le plus profond, rappelant la chute de Siad Barre (1991) et les très médiatisées opérations ONUSOM (1992-1995). Toutefois, le contexte régional a changé, le monde somali aussi, et le regard des organisations internationales se porte à nouveau puissamment sur la Somalie, après une dizaine d'années d'une gestion distante.

La crise somalienne présente de multiples facettes. Guerres locales, changements d'alliances, dynamiques claniques et interventions extérieures ont modelé les évolutions récentes. La crise actuelle s'inscrit néanmoins dans la continuité directe de plus de vingt années de troubles et de guerre civile. De la fin de la dictature à la difficile existence du Gouvernement fédéral de transition (GFT), les tumultueuses vingt dernières années n'ont pas permis un règlement des crises internes, exactement cinquante ans après la naissance de l'Etat. Chaque grande intervention extérieure, quelle que soit sa nature, modifie la crise somalienne en introduisant des évolutions majeures du contexte. L'intervention onusienne (1991-1995), les processus de réconciliation nationale, l'intervention éthio-américaine (2006-2007), puis l'émergence des mouvements islamistes extrémistes sont autant de points de rupture dans l'un des conflits civils les plus longs que connaît le continent africain.

LA CHUTE DE SIAD BARRE ET LA FIN DU JEUNE ETAT SOMALIEN

Après un processus de décolonisation rapide et relativement serein s'amorçant dès le début des années 1950, la Somalie et ses frontières actuelles se forment en 1960, de la fusion du British Somaliland et de la Somalia italienne¹, suivant de quelques jours l'indépendance des deux anciennes colonies. Doté d'une unité ethnique, car recoupant la plus large part du peuple somali, le jeune Etat semble alors promis à une réussite politique. Cependant, les premières années (1960-1969) se heurtent aux difficultés propres à la sortie du régime colonial, à quelques tensions entre groupes politiques, voire ethniques, et à la fixation ferme des frontières (notamment kenyane), qui font mourir dans l'œuf le projet d'un pansomalisme – originellement proposé par le britannique Ernest Bevin – visant à regrouper l'ensemble des Somalis qu'abrite la Corne de l'Afrique². Ce projet, devenu étatique quelques années plus tard, amorcera la chute du régime dictatorial de Mohammed Siad Barre. Cependant, pour la première fois de l'histoire de ce peuple, un Etat regroupe la majorité des Somalis, sous un

· Doctorant en géographie à l'Université de Nantes (UMR 6554 LETG)

¹ La Somalia est successivement sous administration britannique, puis sous tutelle italienne après la Seconde Guerre mondiale.

² Répartis entre la Somalie, la République de Djibouti, l'Ethiopie et le Kenya.

drapeau à cinq branches représentant les Somalis présents dans chacun des Etats de la Corne (alors avec deux Somalies).

Lorsque, en octobre 1969, le coup d'Etat des officiers de l'armée somalienne renverse le gouvernement quelques jours après l'assassinat du président Sherma'arke, Mohammed Siad Barre, alors commandant de l'armée somalienne, devient l'homme fort du pouvoir, nommé par le Conseil suprême de la révolution. S'appuyant pour une bonne partie sur des officiers supérieurs de l'armée pour édifier son gouvernement, Siad Barre est animé d'intentions révolutionnaires de lutte contre la corruption ou contre une politique guidée par le facteur clanique bien établi durant les premières années de la république somalienne. Il structure un régime fort, qui ne remet cependant en cause ni les valeurs traditionnelles de la culture somalie ni la religion – l'Islam –, sinon dans certaines formes radicales. La mise en place d'un socialisme scientifique, parfois appelé nomadisme socialiste, n'a pas de conséquences sur la nature même de la société traditionnelle. Aidé par l'Union soviétique, déjà soutien principal de la Somalie avant la révolution, le régime de Siad Barre connaît un renforcement, jusqu'à ce que la volonté expansionniste ne pousse le dirigeant somalien à lancer une politique extérieure agressive, aussi bien sur le plan international que vis-à-vis de ses voisins.

Avec le financement des mouvements de rébellion somalis en Ethiopie et à Djibouti, la politique du président Barre se fonde alors sur un nationalisme revendicatif³. A la fois fervent combattant des colonialismes au sein de l'Organisation de l'union africaine (OUA) et de l'ONU, le régime somalien passe à l'offensive en juillet 1977, en traversant sans grande résistance la frontière éthiopienne pour conquérir l'Ogaden, région partiellement peuplée de Somalis. Cependant, le retournement d'alliance de l'Union soviétique en faveur du régime de Mengistu, devenue l'homme fort de l'Ethiopie en 1977, va marquer un coup d'arrêt à la progression somalienne et donner la victoire militaire à l'Ethiopie, grâce notamment au soutien de troupes soviétiques et cubaines.

La guerre de l'Ogaden est un échec complet. Elle entraîne, jusqu'au traité de paix de 1988 – et même après –, des tensions et affrontements réguliers sur la frontière somalo-éthiopienne. Ce premier revers entraîne un durcissement du régime de Siad Barre, en augmentant progressivement l'importance du groupe clanique présidentiel et de groupes liés au sein des postes gouvernementaux, tout en personnifiant le pouvoir présidentiel. En 1978, une tentative de coup d'Etat montée par plusieurs officiers de l'armée est déjouée. Le nationalisme somalien disparaît au profit de l'image du leader national. Les élections présidentielles de 1986, les dernières dans la Somalie unifiée, sacrent une dernière fois Siad Barre, lequel obtient un score supérieur à 99 %, avec un taux de participation exceptionnel.

La faiblesse du pouvoir suite à la guerre perdue, l'aide apportée par l'Ethiopie aux mouvements d'insurrection qui se mettent en place et les rivalités internes aux groupes dirigeants portent le coup de grâce au pouvoir. Privée de l'aide soviétique⁴, la Somalie voit arriver rapidement les Etats-Unis, notamment dans l'ancienne base russe de Berbera, qui fut longtemps l'un des ports phares de l'océan Indien pour la flotte soviétique. Cependant, le soutien américain, consécutif à la perte du gouvernement allié éthiopien, n'a pas l'effet

³ La France fut directement victime de cette politique agressive du pouvoir somalien. Finançant le Front de libération de la Côte des Somalis, le régime de Siad Barre a soutenu le détournement d'un bus transportant des écoliers français – l'incident de Loyada en février 1976 –, entraînant un affrontement militaire entre les forces françaises et l'Armée somalienne au poste frontalier de Loyada. D'abord considérée comme victime, la Somalie a finalement été désignée principale responsable de l'incident par la communauté internationale.

⁴ Bien que cette expulsion ait entraîné un soutien financier ponctuel saoudien de près de 400 millions de dollars, d'après R. JOINT-DAGUENET, « Somalie : un drame prévisible », *Afrique Défense*, n° 156, mars 1991.

escompté et le régime ne peut fonder sa force sur ce nouvel appui. Malgré 200 millions de dollars d'investissements dans les infrastructures de Berbera et une aide militaire – limitée –, les Etats-Unis ne renouvellent pas les accords et le régime se trouve presque totalement isolé à partir de 1988. Un retour vers l'URSS est alors tenté, mais en vain. La position de Siad Barre se fragilise constamment – inversement à la brutalité du pouvoir –, la répression s'intensifie (plusieurs cas de massacres de populations civiles, ciblées pour leur appartenance à des groupes claniques ou ethniques⁵, emprisonnement systématique d'opposants et d'intellectuels) et l'économie entière s'effondre⁶. La corruption, qui mine le budget de l'Etat, représente souvent la moitié des marchés d'Etat en valeur ; la politique de prédation ruine la Somalie. Aux frustrations politiques s'ajoutent, souvent directement en lien, des tensions entre groupes traditionnels qui aboutissent à la naissance de la majorité des mouvements de lutte contre le pouvoir central de Mogadiscio. Parmi ces mouvements, pour la plupart à géométrie variable et dont l'action est limitée dans le temps, plusieurs jouent un rôle majeur et certains leaders vont s'installer pour une longue période au sein de l'échiquier politique somalien.

Trois mouvements principaux, nés ou développés dans les années 1980, parfois soutenus par l'Ethiopie, se structurent ainsi progressivement pour devenir les artisans de la guerre civile contre le pouvoir de Siad Barre et un socle au découpage actuel de la Somalie.

Au Nord, particulièrement marqué par la répression, le Somali National Movement (SNM), né dans la diaspora de Grande-Bretagne, prend progressivement le contrôle de l'ancien Somaliland britannique. La riposte de l'armée somalienne est d'une violence extrême avec, en 1989, la destruction totale de la capitale régionale, Hargeisa, au prix de plusieurs dizaines de milliers de victimes. Bien établi, sur une base clanique et localement, le SNM devient rapidement une entité politique relativement homogène, couvrant l'ancienne colonie britannique. Il sera l'artisan de l'indépendance, déclarée dès 1991.

Le Somali Salvation Democratic Front (SSDF), qui, depuis la fin des années 1970, est soutenu par l'Ethiopie, entre en rébellion et s'implante dans le nord-est du pays, formant la colonne vertébrale de la région autonome du Puntland, derrière son leader, le général Abdillahi Yusuf, dissident emprisonné en Somalie, puis en Ethiopie.

Enfin, plus au Sud, dans une large région située au nord de Mogadiscio, l'USC (United Somali Congress) du général Aidid, lui aussi vétéran de l'Ogaden, chef de l'armée et progressivement écarté du pouvoir, entre en conflit contre les forces régulières du Président.

A ces mouvements principaux se joignent de nombreuses ramifications d'origines diverses (politiques, confessionnelles, claniques ou purement économiques).

En 1991, Siad Barre est chassé du pouvoir et ses forces repoussées vers le Sud, vers la ville portuaire de Kismaayo. L'USC, aidé par le SNM d'Omar Jess et la milice d'Ali Mahdi, mettent définitivement fin à la dictature. Jamais Siad Barre, qui meurt en 1995, ne jouera à nouveau un rôle décisif dans la lutte qui s'amorce alors pour le pouvoir. C'est dans ce contexte généralisé de naufrage du régime, doublé par les famines et déplacements de populations consécutifs à la guerre et à des incidents climatiques, que la première grande intervention internationale se structure et que l'Etat somalien sombre, trente ans à peine après sa création.

⁵ Commission des droits de l'homme, Conseil économique et social de l'UNHCR, 10 avr. 1996.

⁶ Effondrement du shilling somalien, dont la valeur est divisée par trente, et départ progressif de nombreux investisseurs étrangers.

INTERVENTION INTERNATIONALE, INVESTISSEURS DE LA GUERRE ET CHAOS PRESUME

La chute de la dictature dégrade considérablement la situation sécuritaire du pays. Les luttes entre factions armées s'intensifient et le banditisme sévit, les partenaires de la rébellion se disputant le contrôle des positions stratégiques telles que Mogadiscio ou le port de Kismayo. Dotée d'un « *magnétisme politique et économique* »⁷, la capitale du défunt Etat cristallise les affrontements, particulièrement entre les éléments autrefois associés d'Aidid et d'Ali Mahdi, élu – ou autoproclamé – Président. La famine, qui touche la moitié de la population somalienne, menace directement la vie de 700 000 personnes⁸ et fait, selon certaines estimations, plus de 300 000 morts, va précipiter l'entrée des forces internationales dans le pays. L'embargo de mars 1992 sur les armes est suivi d'un cessez-le-feu qui, bien qu'accepté par les protagonistes de la bataille de Mogadiscio, n'est finalement pas respecté.

La mission ONUSOM est lancée en avril, suivie en septembre de l'envoi des premières troupes pakistanaises puis, en décembre, de l'établissement de l'UNITAF⁹ et de la mission Restore Hope, qui va mobiliser jusqu'à 40 000 hommes, dont les trois-quarts fournis par les Etats-Unis¹⁰. En avril 1993, ONUSOM II remplace l'UNITAF et amorce une politique plus coercitive des Nations Unies face aux belligérants. Plusieurs accrochages de forte intensité entre les forces internationales, d'abord dans le port de Kismayo face aux troupes d'Omar Jess, puis, à partir de juin 1993, face à la Somali National Alliance (SNA) d'Aidid – branche « dissidente » de l'USC – sont à l'origine d'un conflit ouvert entre l'aide internationale et les milices, lequel s'achève en octobre par l'échec médiatique de l'attaque américaine contre les intérêts du SNA à Mogadiscio¹¹. La situation générale semble dès lors se calmer, mais l'effort entrepris par l'ONU ne peut être soutenu, notamment à cause de la volonté américaine de retirer ses forces dès mars 1994. Le partage de Mogadiscio s'organise alors entre les différentes factions, tandis que l'ONU ne peut plus assurer que l'escorte de l'aide. En mars 1995, se termine le mandat de l'ONUSOM.

L'opération internationale connaît un bilan complexe, qui explique partiellement l'abandon relatif que subit la Somalie à partir du milieu des années 1990. Si l'opération a dans un premier temps été une réussite, c'est qu'elle a rétabli l'ordre sans chercher à imposer une voie politique ou à identifier des responsables au conflit civil en cours. Cependant, la difficulté d'obtenir une ligne de conduite claire quant aux mesures à employer pour désarmer les factions, l'interférence dans l'économie locale et les déséquilibres liés aux mécanismes humanitaires de financement des différentes parties (protection, personnel local, etc.) ont rapidement posté les forces internationales dans un rôle bloquant et perturbant du jeu politique et économique qui se joue alors à Mogadiscio et, dans une moindre mesure, dans le reste du pays. Certains observateurs pointent même la faiblesse des retombées directes sur les populations en détresse par rapport au coût global de l'opération. Ainsi, I. M. Lewis regrette que seuls 4 % du milliard et demi de dollars qu'avait coûté l'opération fin 1993 aient été injectés dans l'économie somalienne, le reste étant passé en frais de gestion, matériel de confort pour les membres de la mission ou primes de risques des forces internationales¹² ; il

⁷ I. M. LEWIS, *A Modern History of Somali*, Ohio University Press, 2002, p. 265.

⁸ B. LUGAN, « Le chaos somalien », *L'Afrique réelle*, n° 23-24, été 1999, p. 39.

⁹ United International Task Force.

¹⁰ Ainsi que des contingents fournis par la France, la Belgique, le Canada, l'Australie...

¹¹ Conclue par plusieurs centaines de morts, dont une vingtaine d'Américains, la désastreuse opération du 3-4 octobre (dite du *Black Hawk Dawn*) marque l'un des tournants de l'intervention internationale.

¹² I. M. Lewis, *A Modern History...*, *op. cit.*, p. 280.

remarque également que, du fait d'un mode de recrutement appréciant mal les tenants et aboutissants du conflit, la mission onusienne a bien souvent employé comme personnel des membres des milices qui se livraient la guerre : ainsi, indirectement, la mission a financé en partie le conflit et pris un risque d'intoxication de l'information et du renseignement. Enfin, la plus grande défaite fut certainement médiatique, marquant la Somalie d'un statut de *failed state* sans avenir et trop embourbé dans des problèmes internes pour permettre une aide.

Le départ de la mission onusienne et de la très grande partie des soutiens extérieurs a eu un double effet pour la Somalie. D'une part, la place laissée vacante entraîne le renforcement de l'action de l'OUA, des Etats arabes¹³ et, surtout, le rôle déstabilisateur de l'Ethiopie comme acteur déstabilisateur qui voit dans un premier temps la faiblesse de la Somalie comme un soulagement. Cela étant, l'effet le plus marquant reste l'institutionnalisation des chefs de factions comme seuls pouvoirs en Somalie, à l'exception des régions du Nord, le Somaliland, et de ce qui formera le futur Puntland. De fait, le retrait rapide des forces internationales laisse brutalement le champ libre aux chefs de guerre, politiques et commerçants en tous genres dont l'objectif politico-économique va se concrétiser. L'abandon de la Somalie donne aux investisseurs de la guerre, souvent acteurs de la guerre, l'opportunité de développer leur activité dans un système commercial où la corruption a disparu sous sa forme étatique et où la fin de l'Etat a entraîné une régulation nouvelle de l'économie traditionnelle. Appelés *warlords*, mafieux ou brigands, ils jouent un rôle majeur dans les années de transition allant de l'échec onusien jusqu'au rétablissement d'un gouvernement et à la lutte des groupes islamistes pour pacifier le pays. Quelques figures, en plus de celles d'Aidid, d'Ali Mahdi ou d'Omar Jess, ont pesé et pèsent pour certaines encore sur la politique somalienne. On peut citer, sans chercher l'exhaustivité, Osman Ali Ato, Mohamed Sayid Hersi « Morgan »¹⁴, Muse Soodi Yalahow, Abdi Hassan Awale Qaydiid... Chacun de ces investisseurs de la guerre contrôle un territoire de valeur, à Mogadiscio ou ailleurs, qui regroupe une piste d'atterrissage et, le plus souvent, un port ou une rade permettant le fonctionnement des activités commerciales, conventionnelles ou de trafic. Si, dans un premier temps, des activités traditionnelles reprirent cours (comme certaines plantations de l'interfluve somalien), la majorité des revenus de ces économies de la guerre vient des activités de barrage, de transports et de protection, activités qui se sont structurées durant l'intervention internationale, véritable opportunité financière. Les réseaux de transfert d'argent sur parole, les *hawilad*¹⁵, les télécommunications (téléphonie mobile), le trafic de qat¹⁶ et des armes et le détournement de l'aide internationale, essentiellement alimentaire du PAM¹⁷, vont devenir des sources de profit colossales dans une économie où les activités industrielles et économiques régulières se sont définitivement effondrées.

Prédations, trafics et « *dépeçages* »¹⁸ ont injecté de grandes quantités d'argent au sein du monde somali et permis à une classe d'âge entière, essentiellement masculine, venue pour partie de la Somalie rurale, d'obtenir des revenus faciles issus de la guerre, que ce soit en

¹³ La Somalie adhère en 1974 à la Ligue arabe et est alors le seul Etat de population non arabe de l'organisation (depuis, les Comores, en 1993, ont également rejoint la Ligue).

¹⁴ Ce genre de Siad Barre est tristement célèbre pour la destruction d'Hargeisa et la brutalité qu'il emploie, notamment depuis la chute du régime de Siad, pour renforcer ses positions dans le sud du pays et tenter en vain de reprendre Kismaayo.

¹⁵ Qui, par Dubaï ou Jeddah, permettent l'arrivée des devises de la diaspora et le transfert de l'argent nécessaire aux trafics et activités économiques. La puissance de ce système souple et volatile est l'une des clefs du succès

¹⁶ Le qat est une plante euphorisante et socialisante provenant d'Ethiopie, du Yémen ou du Kenya. Elle est consommée dans l'ensemble de la Corne et donne lieu à un commerce lucratif.

¹⁷ Plus de 30 % de l'aide serait détournée au profit d'intermédiaires, ce qui était chiffré à une perte brute de plusieurs centaines de millions de dollars par an pour le PAM.

¹⁸ Terme utilisé par S. Smith dans *Libération*, 28 fév. 1995.

argent ou en qat. Les jeunes « déshérités », *mooryaan*, en sont l'expression urbaine héritée d'années de frustration¹⁹ et grossissent les forces « régulières » des chefs de guerre, pratiquant vols et violences au nom du groupe clanique. Cependant, cet enrichissement ponctuel se paie cher, par le sacrifice d'une part importante de jeunes gens qui, à cause de la guerre et de son extraction de l'exclusivité du système traditionnel, vit dans un décalage profond. S'ils ont été plus ou moins absorbés dans le nord du pays, avec la création de structures étatiques naissantes, ou ont servi de base aux groupes islamistes, ces groupes nés de la guerre, notamment dans le Sud, ont pour partie longtemps persisté grâce à des activités de brigandage, de coupage de routes et de pillage. Toutefois, le chaos et l'insécurité permanente engendrent un sentiment de rejet profond de la part de la société somalie. Si ce sentiment ne stoppe pas l'activité des investisseurs de la guerre et des chefs, la souffrance et l'usure de la société somalie vont servir de socle à une recherche de stabilité, au moins de sécurité. C'est dans ce contexte que les mouvements islamistes vont se renforcer et que les processus de réconciliation vont, dès la fin des années 1990, commencer à prendre de l'importance et que les Etats en formation du Somaliland et du Puntland vont se solidifier.

GNT, GFT, TRIBUNAUX ISLAMIQUES ET ESPOIRS DE STABILISATION

Dans ce contexte interne propre à la discussion s'ouvre, en août 2000, la Conférence d'Arta²⁰, menée par le nouveau Président djiboutien, Ismaïl Omar Guelleh, et parrainée par l'IGAD²¹, dont le rôle régional se renforce. Le problème somalien étant un élément de déstabilisation de l'ensemble de la région, puisque Djibouti est majoritairement somalei et que le Kenya et l'Ethiopie abritent des régions somalies, le rôle de l'IGAD apparaît essentiel. Le processus d'Arta a l'originalité de réunir les dirigeants politiques, les représentants de la société traditionnelle et une représentation clanique proportionnelle au poids estimé des groupes²², tout en excluant la grande majorité des chefs de guerre, notamment Hussein Aidid, successeur de son père, « Morgan » Ato, Abdullahi Yussuf et Muse Soodi Yalahow²³. Seul Ali Mahdi est l'un des leaders présents. Le processus de réconciliation se fonde donc sur des éléments de la société somalie qui veulent rompre avec l'économie de la guerre, des chefs traditionnels, des marchands et des investisseurs, mais fait aussi appel à certains anciens dignitaires du régime de Siad Barre, par exemple en nommant Président Adbiqasim Salad Hassan, ministre du régime somalien, ce qui fragilise l'accord. Créateur du Gouvernement national de transition (GNT), le processus d'Arta ne reconnaît pas non plus l'indépendance du Somaliland²⁴, ni la volonté du Puntland de créer son Etat. Dès la fin de la Conférence, le processus d'Arta se heurte à la désapprobation éthiopienne et à l'entrée en conflit du Somalia Reconciliation and Restoration Council (SRRC), derrière l'opposition d'Abdillahi Yusuf et d'Hussein Aidid.

¹⁹ M. MOHAMED-ABDI, « De gaashaanqaad à mooryaan : quelle place pour les jeunes en Somalie ? », *Autrepart*, n° 18, 2001, pp. 69-84.

²⁰ La Conférence d'Arta est la première grande conférence régionale depuis la fin de la période onusienne (1991-1995), qui a vu successivement les conférences de Djibouti (1991), d'Addis-Abeba (1993) et de Kismaayo (1993-1994). Leur but premier était de construire un après-Siad Barre et de stopper la guerre civile. Ont suivi les conférences de Sodare (1996) et du Caire (1997), où les chefs de factions arbitrèrent les débats au point de rendre ces opportunités de négociations inutiles.

²¹ L'Intergovernmental Authority on Development créée en 1986 (alors Intergovernmental Authority on Drought and Development) est une organisation régionale qui, basée à Djibouti, regroupe Djibouti, le Kenya, le Soudan, l'Ouganda, la Somalie, l'Ethiopie et l'Erythrée (lequel a suspendu sa participation depuis 2007).

²² Y. KARIEH, « Processus d'Arta », *Les Nouvelles d'Addis*, sept. 2001.

²³ M.-A. PEROUSE DE MONTCLOS, *Interprétation d'un conflit : le cas somalien*, n° 70, 2001, p. 8.

²⁴ Indépendance votée par référendum en 2001 et rédaction d'une constitution en 1997.

En 2002, la Conférence d'Eldoret, menée par l'IGAD, met fin au processus d'Arta et le GNT n'existe plus que de façon tout à fait symbolique. La seule réussite durable d'Arta aura été d'institutionnaliser l'idée d'un gouvernement somalien uni, dont la conférence de Nairobi (2004) pérenniserait l'idée, sous une forme fédérale et largement modifiée, avec le désormais célèbre Gouvernement fédéral de transition (GFT). L'homme fort du Puntland, Abdillahi Yusuf, le candidat de l'Éthiopie et fossoyeur du processus d'Arta, devient ainsi le premier Président somalien – élu par le nouveau Parlement – d'une Somalie désormais fédérale, où le Puntland passe d'un statut d'indépendance souhaitée à une autonomie reconnue.

L'échec du processus de paix, doublé par les années de troubles prolongés, a également laissé place au développement d'un islamisme somalien qui a été rapidement identifié comme une voie de sortie de la guerre, l'argument principal d'une partie des forces islamistes somaliennes étant de lutter contre le terrorisme exercé par les chefs de guerre. Loin d'être un courant majoritaire dans la société somalienne, l'islamisme somalien connaît ses débuts dans les années 1950, avec le retour d'étudiants influencés dans les grandes villes du monde arabe par les idées des Frères musulmans et du Wahhabisme saoudien. Cet Islam nouveau et largement urbain se trouve plaqué sur une société que rien ne dispose à l'adopter. La montée de cet Islam « importé » se caractérise par une structuration plus poussée avec le durcissement du régime dictatorial et sa chute fracassante. Les milices islamistes naissent dès les années 1980 au sein d'une Somalie en décomposition. Parmi elles, Al-Itihaad a un rôle majeur et devient la première force islamiste somalienne²⁵. Toutefois, l'organisation ne pèse plus guère que localement, avec la tentative d'établir, en 1992, à Boosaaso puis dans le Gedho (sud de la Somalie), des États islamistes qui se trouvent confrontés à l'opposition des forces claniques locales. Ces échecs, puis les échecs d'opérations de rébellion et de terrorisme menées en Éthiopie, contribuent à affaiblir le mouvement, lequel va cependant essaimer et former ce qui va devenir dès la fin des années 1990 le fondement de l'Union des tribunaux islamiques (UTI).

L'échec du GNT puis l'incapacité du GFT à ramener l'ordre rapidement laissent en effet une place à l'UTI, qui, progressivement, à partir de 2005, conquiert une large partie de la Somalie, pour l'essentiel pacifiquement, mais aussi militairement. Du sud du Puntland jusque dans le Sud somalien, la progression des forces islamistes est rapide et, en juillet 2006, l'UTI contrôle Mogadiscio après cinq mois de combats acharnés contre les chefs de guerre. L'aéroport et le port de la capitale sont partiellement ouverts²⁶ – une première depuis une dizaine d'années. Replié à Baidoa depuis son retour sur le territoire somalien, le GFT ne tient presque que cette enclave au nord de Mogadiscio. L'UTI parvient, jusqu'en décembre 2006, à maintenir la sécurité dans la majeure partie du territoire qu'elle contrôle, avec, dans certains cas, une adaptation de la sévérité des règles qu'elle instaure. Cependant, le contexte post-11 septembre 2001 et la présence dans les rangs de l'UTI de combattants étrangers, bien que fort peu nombreux encore, stigmatisent les tribunaux comme un mouvement lié à Al Qaïda ou, du moins, comme un terreau propice à l'établissement durable de la mouvance de Ben Laden sur le territoire somalien. Dès 2004, les États-Unis et l'Éthiopie soutiennent-ils l'ARPCT²⁷, mouvement composé de plusieurs chefs de guerre et investisseurs de la guerre, parmi lesquels Muse Soodi Yalahow ou Abdi Hassan Awale Qaydiid, acteurs des différentes batailles de Mogadiscio. Ce soutien préfigure le bouleversement que va entraîner l'opération éthiopienne qui, à partir de décembre 2006, va chasser l'UTI de ses positions et constituer le dernier grand bouleversement extérieur, officiellement pour lutter contre Al Qaïda.

²⁵ M. FONTRIER, « L'intrusion du fondamentalisme dans l'Islam soomaali 1950-1996 », communication à la journée d'étude de l'Institut français de géopolitique « Les États de la Corne de l'Afrique », 1^{er} juil. 2010.

²⁶ AFP, juil. 2006.

²⁷ Alliance for the Restoration of Peace and Counter-Terrorism.

L'INTERVENTION ETHIO-AMERICAINE ET LE NOUVEL ISLAMISME RADICAL

Lorsque l'Éthiopie lance sa grande offensive avec un appui américain important, l'UTI ne peut pas lutter durablement et éclate. En janvier 2007, Mogadiscio est sous contrôle des troupes éthiopiennes. L'UTI doit son éclatement à sa nature, classique pour un mouvement armé somalien, d'alliance conjoncturelle rassemblant en son sein un large spectre de groupes islamistes, allant des modérés aux radicaux.

La chute de l'UTI a un double effet. Il s'agit, d'une part, de la négociation avec la plus grande partie de ses membres, qui aboutit, en 2008, à l'élaboration du GFT dit « de Djibouti », duquel un leader de l'UTI, Sheick Charif Sheikh Ahmed, devient président. D'autre part – et cela est plus préoccupant –, l'éclatement de l'UTI radicalise un peu plus les groupes extrêmes du mouvement, groupes qui entrent dans un conflit ouvert contre le GFT. Deux de ces composantes radicales nées dans les années 1990 s'extraient ainsi de l'UTI et ont une action déterminante, le Hizbul-Islam et al-Shabaab. Ces deux mouvements combattent les troupes éthiopiennes et finissent par prendre le contrôle d'une grande part du Sud somalien dès le départ éthiopien en 2009. Hizbul-Islam, presque officiellement soutenu par l'Érythrée²⁸, connaît des fortunes diverses avec, dans un premier temps, une position de force qui décline à partir de 2009, suite aux affrontements contre al-Shabaab, la perte du port de Kismayo, porte d'entrée économique essentielle du sud du pays, et la défection d'un sous-groupe important de l'organisation tenant la ville frontière de Ras Kaambooni. Très affaibli, le mouvement tente de se redéployer en mai 2010 à Harardheere, pour sécuriser un accès littoral et profiter de la manne financière locale héritée de la piraterie. Parallèlement, al-Shabaab a progressivement pris le contrôle de l'ensemble du territoire sud de la Somalie, prise de contrôle souple, exercée plus temporairement que par une occupation marquée, à l'exception de la capitale, qui concentre le conflit. Exerçant une pression de plus en plus forte sur les positions du GFT à Mogadiscio, al-Shabaab et Hizbul-Islam tentent une offensive commune majeure en août 2010, pendant le Ramadan, repoussée par les forces du GFT soutenues par l'African Union Mission in Somalia (AMISOM), mais qui engendre les combats les plus violents en Somalie depuis près de deux ans.

Face à cette menace, l'AMISOM, déployée depuis 2007 en complément puis en remplacement des forces éthiopiennes et composée essentiellement de troupes fournies par l'Ouganda et le Burundi, apporte un soutien décisif au GFT, en dépit de ses capacités limitées par le manque de moyens et d'hommes (environ 7 000, soit un tiers du volume estimé initialement). Elle est un signe fort du nouvel engagement régional, notamment de l'IGAD, dans la lutte contre les Islamistes radicaux, particulièrement depuis le retrait éthiopien de 2009. Son rôle principal est de soutenir l'armée somalienne dans le contrôle de maigres parties du territoire, particulièrement le triangle central de Mogadiscio, qui regroupe la majorité des infrastructures présidentielles, gouvernementales et aéroportuaires. L'armée somalienne doit son existence précaire au rassemblement de plusieurs groupes, essentiellement des milices d'anciens responsables étatiques²⁹, et au soutien de la communauté internationale qui forme et équipe les nouvelles recrues. Ces forces formées en

²⁸ C. N. LARSON / M. JONSSON / N. ARTZI, « Tax evasion », *Jane's Intelligence Review*, vol. XXII, n° 3, mars 2006, p. 17.

²⁹ *Jane's World Armies*, n° 27, 2010, pp. 648-651. Notons que, sur les 175 armées nationales étudiées par *Jane's*, seule l'armée somalienne n'a pas d'estimation des effectifs en raison de son caractère protéiforme et informel. Tout au plus est-il possible d'estimer que plusieurs grands groupes sont stationnés à Mogadiscio, Afgoye, dans la région de Baidoa et dans le sud du pays.

Ouganda par des experts de l'Union européenne (Mission EUTM Somalie), essentiellement pour la protection du GFT et de l'aéroport de Mogadiscio, sont issues en théorie d'une représentation de groupes et de clans suivant les quotas proches de l'assemblée gouvernementale. Confrontés à de nombreuses désertions ou disparitions, les forces internationales et le GFT ont décidé de relever les numéros de série des armes dont les soldats sont dotés et ont lancé une politique d'enregistrement des parents des recrues³⁰. En l'absence d'armement lourd, en raison des pillages de la guerre civile et du blocus que subit la Somalie depuis 1992, le soutien financier et technique occidental et l'équipement militaire fourni par l'Égypte, la Libye et l'Éthiopie³¹ comme la mise à disposition des moyens de l'AMISOM permettent aux forces gouvernementales de tenir leurs positions, mais pas de dépasser le périmètre du GFT, d'autant que la menace a évolué et que les combats sont accompagnés d'actes terroristes et, parfois, d'attaques-suicides. Sans le soutien international et régional de l'AMISOM, le GFT ne pourrait plus tenir Mogadiscio.

La radicalisation d'une partie de l'UTI a finalement permis aux parties extrêmes de l'union de tisser des liens avec des mouvements islamistes radicaux internationaux, peut-être avec Al Qaïda. La peur de voir l'UTI comme une menace terroriste globale a finalement précipité sa chute et « *accompli la prophétie terroriste* » que craignaient les États-Unis³². Cette montée en puissance de mouvements islamistes radicaux s'est accompagnée d'une politique de la terreur basée sur l'application souvent violente de la *charia*, mais aussi sur une série d'attentats-suicides contre les troupes éthiopiennes, puis contre l'AMISOM et les États qui en fournissent les troupes³³.

Le rôle de la diaspora est important dans le financement de ce conflit et des mouvements islamistes. Déjà, lors de la prise de Mogadiscio par les forces de l'UTI, une grande partie des fonds qui donnèrent l'avantage aux Islamistes provenait des transferts d'argent de la diaspora, notamment d'une *hawilaad* presque intégrée à l'UTI³⁴. De plus, une partie des membres des mouvements islamistes est issue de la diaspora, dont plusieurs candidats à des attaques-suicides³⁵. Les méthodes de financement des milices islamistes ne diffèrent que peu de celles des chefs de guerre, si ce n'est que le brigandage est plus limité, les miliciens bénéficiant d'un paiement régulier des soldes, souvent meilleures que pour les « soldats » du GFT. Il est donc difficile de discerner ce qui relève de l'Islam de ce qui relève d'intérêts politiques ou financiers. La guerre menée par les Islamistes radicaux les force à participer au trafic du qat ou à accepter une part des revenus provenant de certaines opérations de brigandage, voire de piraterie. Toutefois, l'action d'al-Shabaab, les pratiques violentes et la politique de la terreur ont amorcé une désapprobation de plus en plus virulente de la population. En 2009, la destruction de plusieurs lieux de culte soufis ainsi que l'application d'un Islam importé et de la *charia* ont fait prendre les armes à l'Ahlu Suma Wal Jaama – créée en 1991 en réponse au mouvement al-Itihaad – et lancé un combat contre al-Shabaab, qui s'est formalisé en 2010 par une alliance entre cette milice et le GFT. Contrôlant

³⁰ *Jane's World Armies*, n° 27, 2010, p. 648. Selon Jane's, plus de 10 000 hommes auraient quitté la coalition gouvernementale en 2008, emportant avec eux armes et matériels.

³¹ *Ibid.*, p. 650.

³² S. SHAY, *Somalia Between Jihad and Restoration*, Library of Congress, 2008, p. 194.

³³ Le 11 juillet 2009, à l'occasion de la transmission de la finale de la coupe du monde de football, une attaque-suicide, probablement double, a tué 79 personnes et fait de très nombreux blessés dans la capitale ougandaise. L'attaque était ciblée contre un restaurant éthiopien et a été revendiquée immédiatement par les leaders du groupe al-Shabaab.

³⁴ Dalsa, hawilaad, proche des membres d'al-Shabaab, transférait plus de 100 millions de dollars par an, avec un profit supérieur à 4 millions de dollars. Cette société a mystérieusement fait faillite quelques semaines avant l'assaut final de l'UTI contre Mogadiscio et le centre somalien, en 2006, avec 30 millions de dollars encaissés. C. N. LARSON / M. JONSSON / N. ARTZI, *op. cit.*, p. 18.

³⁵ AFP, 6 août 2010.

et administrant une aire partagée entre le Galguduud et le Mudug, région centrale au sud du Puntland, ce mouvement illustre le sursaut interne de la société somalie face à des groupes qui prônent un Islam contrariant profondément la culture somalie. La faiblesse des mouvements islamistes radicaux réside probablement dans la nature des idées qu'ils portent et qui bousculent la société traditionnelle somalie. La résistance à l'étranger, le *gal*, véritable fil rouge de la crise somalienne et des conflits passés (pensons au Mad Mullah), prônée aussi bien par les chefs de guerre que par les Islamistes radicaux, devient un message paradoxal pour la population quand il est porté par les partisans d'une culture extérieure et toxique pour la société traditionnelle.

PERSPECTIVES SOMALIENNES

Dans ce contexte d'accumulation d'acteurs, de persistance de chefs et leaders des périodes de chaos, d'interventions extérieures mal maîtrisées, il semble particulièrement ardu d'identifier les possibilités pour la Somalie de retrouver sa forme originelle, ses frontières de 1960 ou une quelconque organisation qui satisferait au moins la majorité des parties. Les années 2009 et 2010 sont les plus meurtrières depuis le départ des forces onusiennes en 1995, alors que jamais le soutien international et régional au GFT n'a été aussi fort. Plusieurs interrogations se posent quant à la persistance des économies de la guerre, du rôle de la société traditionnelle ou de la complexe stratégie internationale. Sans dicter une future démarche en faveur de la stabilisation du pays, les résultats potentiels d'études de ce type restent subordonnés au principal paradoxe somalien : quelle est la valeur de l'Etat somalien prôné par la communauté internationale ?

La position de la communauté internationale concernant la stabilisation de la Somalie est relativement claire : pas de paix sans Etat. Cependant, au bout d'un processus de transition qui court depuis vingt années, aucune solution ne se dessine. Les tensions internes entre les membres du gouvernement, l'incapacité actuelle des forces gouvernementales à sortir des maigres périmètres qu'elles contrôlent et la solidification du Somaliland et du Puntland contrarient les volontés internationales d'une Somalie en paix dans ses frontières passées. Le Puntland navigue entre autonomie et indépendance, selon la présence de ses leaders dans le GFT ou non, ce qui lui confère un statut étatique à géométrie variable ou contextuelle. Cette originalité de statut illustre parfaitement la complexe question étatique somalienne. Toutefois, la réelle réussite politique et économique du Somaliland force à constater que l'Etat failli somalien basé à Mogadiscio ne peut pas vraiment espérer le soutien de ce qui est considéré comme l'une des régions les plus prometteuses d'Afrique de l'Est. Le port de Berbera se renforce et deviendra probablement à terme une porte éthiopienne et un concurrent pour Djibouti³⁶, les perspectives pétrolières semblent prometteuses et la réussite des élections de 2010, libres et unanimement saluées, font du Somaliland le contre-exemple du cas sud-somalien. Cependant, la reconnaissance internationale peine à arriver, malgré un retour des diplomaties britannique, nordique et américaine. Dans un contexte d'indépendance probable du Sud Soudan, les dirigeants du Somaliland ont du mal à accepter ce manque de reconnaissance après vingt années de paix et d'indépendance réussies. La chance du Somaliland fut peut-être l'oubli international, qui a permis à cet Etat réimplanté dans les frontières de la colonie britannique de se reconstruire sur un modèle original et adapté à sa situation.

³⁶ Via le corridor de transport Berbera-Jijiga. Dans cette optique l'opérateur français Bolloré va investir à Berbera plusieurs centaines de millions de dollars dans la mise à niveau et la gestion du port.

Marquée par le Somalia Syndrome, la politique internationale en soutien à la Somalie est le fruit d'un paradoxe qui entretient une politique ayant fait faillite depuis longtemps malgré la volonté de faire évoluer le système vers un Etat fédéral et représentatif des dynamiques claniques. Cette stratégie a longtemps laissé sur le devant de la scène les acteurs de la guerre civile, chefs de guerre ou anciens de la dictature prolongeant les convulsions de la Somalie. Le déséquilibre induit par les interventions extérieures des années 1990 et 2000 a encouragé un système dévastateur, celui des économies de la guerre, qui a su se maintenir et se maintient encore, grâce à sa cohérence économique, la piraterie maritime en étant l'un des avatars plus ou moins direct. Sans alternative économique, sans autre solution que celle proposée par l'ordre islamiste radical, lui aussi extérieur, ou un gouvernement transitoire sans territoire, la Somalie ne peut espérer retrouver l'espoir d'un équilibre perdu peu de temps après l'indépendance.

Enfin, la culture somalie, le système clanique, le *xeer*³⁷, dont ce texte s'est affranchi, demeure une clef de compréhension évidente. Cela étant, l'interprétation de la crise somalienne par cette voie ne doit pas trop rapidement identifier ce conflit comme une crise clanique ou comme une crise exclusivement liée à des luttes internes. S'il est possible d'expliquer à la lumière de l'histoire certaines situations somaliennes par cette entrée, il n'est pas possible d'en tirer des leçons permanentes pour gérer le conflit somalien. Le caractère segmenté et protéiforme de la société somalie et le niveau de négociation politique – rarement celui d'une confédération clanique, plutôt celui du *jilib*, famille étendue – donnent une épaisseur supplémentaire à l'ensemble des éléments détaillés précédemment. Le facteur clanique est une composante essentielle, mais n'est plus le fait majeur de la crise somalienne. Les modifications de ce système et l'adaptation de la culture somalie induites par les interventions et ingérences extérieures semblent des interrogations essentielles qui permettront peut-être, au regard de l'impact sur la société somalie, d'ouvrir la voie à une compréhension de la question clanique. Reste que cinquante années d'indépendance et vingt ans de guerre n'ont pas abouti à un projet somalien viable. La crise somalienne trouvera peut-être son salut dans un syncrétisme politique entre société traditionnelle et politique moderne que l'exemplaire Somaliland a su réussir jusqu'à présent. Même si le contexte régional est différent et que l'histoire récente diverge, le monde somali peut-il trouver dans ce succès en devenir un espoir de paix ?